

Sur-rémunération remise en cause Les Réunionnais privés de 600 millions ?

- Un rapport du Sénat démontre que la sur-rémunération accentue les inégalités dans l'Outre-mer. Ce même rapport la remet en cause. Il demande au gouvernement une étude opérationnelle, c'est une grande première.
- Les appels à la suppression de la sur-rémunération se multiplient en France: députés, sénateurs, gouverneur de la Banque de France...
- Plus de 65.000 agents sont concernés à La Réunion: les titulaires qui ont la sur-rémunération les non-titulaires qui croient l'obtenir un jour.
- Si une décision brutale est prise, 600 millions d'euros seront retirés de La Réunion.
- Tous les sénateurs de La Réunion sont au courant du rapport, seul Paul Vergès a averti les Réunionnais du danger.

L'urgence de se rassembler

Face à cette menace mortelle pour notre économie, le PCR a des propositions:

- Pas de remise en cause des acquis.
- Le versement à tous les fonctionnaires de l'indemnité de résidence, calculée en fonction de la différence des prix entre La Réunion et la moyenne en France. Ce dispositif s'applique déjà à Paris.
- L'épargne volontaire dans un fonds de développement réunionnais. La Réunion pourra utiliser ces fonds pour développer le pays. Les fonctionnaires auront l'assurance de garder la totalité de leurs revenus.

Le 21 août, François Hollande ne pourra pas éviter cette question.

L'urgence est au rassemblement de tous les Réunionnais pour une solution consensuelle préservant les situations personnelles et garantissant l'avenir.